

LOIRE ATLANTIQUE **Les nouvelles**

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 577 - 25 février 1993 - Prix 2.50 F



RASSEMBLER POUR SE DÉFENDRE ET FAIRE DU NEUF

« Cela ne peut continuer comme ça, il faut que cela change en faveur du plus grand nombre ».

Cette aspiration à une société plus humaine conduit d'ailleurs les dirigeants du pays à y faire écho, au moins dans les discours. Quant aux dirigeants de droite, ils débordent de démagogie sociale tout en annonçant de nouveaux sacrifices après leur éventuelle victoire.

Pour notre part, nous plaçons notre campagne sur les questions posées : Quelle politique pour la France ? Et avec qui ?

A l'opposé du fameux « big bang » qui vise à porter des coups aux forces de progrès, nous affirmons que d'autres choix sont possibles mais qu'ils sont nécessaires et nous le prouvons : les six propositions pour la France ne constituent pas un projet bâti en dehors de la vie et des réalités à prendre ou à laisser. Elles visent à nourrir le rassemblement pour se défendre et changer.

Ce rassemblement des électeurs communistes, socialistes, écologistes et d'extrême gauche est indispensable pour imposer une autre politique même si bien des choses nous différencient. Quant il y a tant de misère, d'angoisse et d'aspiration à vivre mieux, on ne peut plus se permettre de remettre aux « calendes grecques » les possibilités de gagner des améliorations immédiates pour la vie des gens. La lutte pour le changement ne peut souffrir d'aucun repli, d'aucune étroitesse au moment où la plupart des formations politiques envisagent de se fondre dans un mouvement qui se propose de poursuivre et d'amplifier la mauvaise politique actuelle, le vote communiste devient le seul outil à la disposition des électeurs attachés aux valeurs de progrès pour se défendre et faire du neuf. Sans se renier, tous ceux là peuvent se saisir de nos six propositions pour agir et utiliser le 21 mars le seul bulletin de vote qui leur permet de les faire avancer : le bulletin de vote pour les candidats communistes.

Prendre le temps, tout le temps nécessaire, de ces dialogues constructifs devient la question décisive durant les trois semaines qui nous séparent du scrutin.

Plus que jamais nous devons conjuguer notre responsabilité spécifique et notre contribution à la construction d'une perspective nouvelle.

Les élus communistes n'ont jamais caché que leur efficacité dépendait tout autant de leur nombre que de la force des rassemblements qui se constituent autour des exigences dont ils sont les porte-paroles.

Le bilan de l'action des députés communistes montre que pour obtenir des avancées, il est indissociable qu'ils soient plus nombreux et que la force et l'influence du Parti se renforcent dans tout le pays.

Par nos activités d'élus, nous vérifions chaque jour la force de l'aspiration au changement, nous pouvons dans nos contacts et nos initiatives, aider à ce qu'elle rencontre notre démarche ouverte et rassembleuse, nos propositions et notre invitation à débattre. Nous aiderons aussi toutes celles et ceux qui veulent faire du neuf à être plus forts.

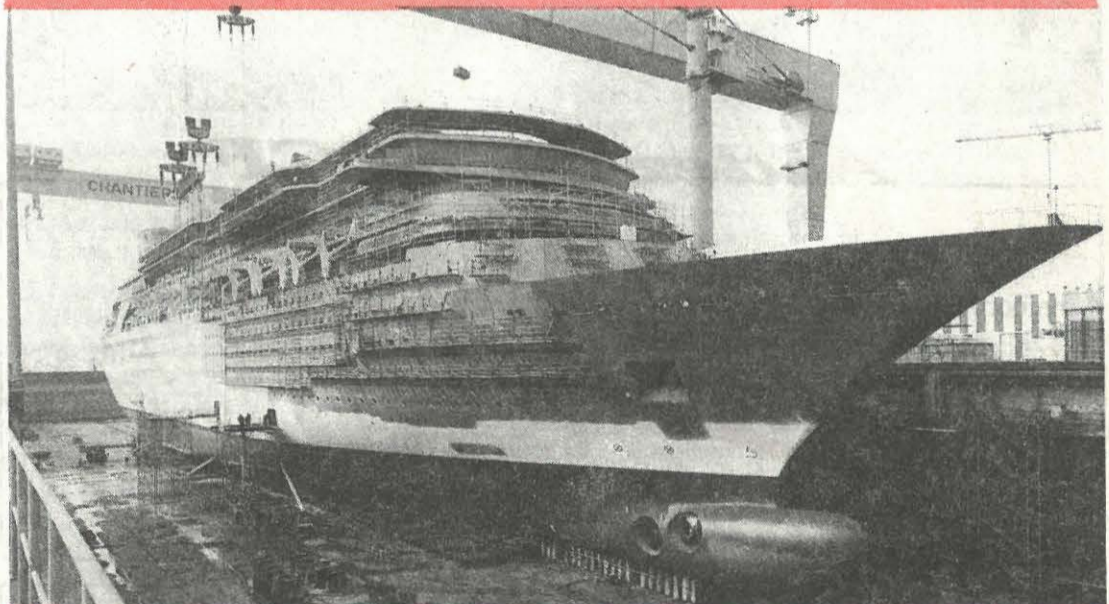
Alors, allons-y franchement, avec audace.

Marc JUSTY
Membre du Comité Fédéral
Président de l'Association Départementale
des Elus Communistes et Républicains

COMMANDE IMPORTANTE EN PREVISION AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE : 2 PAQUEBOTS, PLUS UN AUTRE EN OPTION MAIS LE GOUVERNEMENT TRAINÉ LES PIEDS, JUSQU'OU VA-T-IL ALLER ?

POURTANT CELA REPRESENTE :

- 9 MILLIONS D'HEURES DE TRAVAIL
AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE
- 9 MILLIONS D'HEURES DE TRAVAIL
POUR LES FOURNISSEURS ET SOUS-TRAITANTS
- PLUS DE NOMBREUSES HEURES INDIRECTES
DANS LES SERVICES, DANS LE TERTIAIRE...



IL FAUT QUE CETTE COMMANDE SOIT CONFIRMÉE RAPIDEMENT C'EST UNE EXIGENCE IL NE FAUT SURTOUT PAS SE DÉMOBILISER JEAN-LOUIS LE CORRE VIENT D'INTERVENIR AUPRÈS DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE

SOUSCRIPTION ET VOTE COMMUNISTE : UNE MEME CAMPAGNE

La tâche impérative des communistes durant les semaines qui viennent est non seulement de créer toutes les conditions pour engager le dialogue avec toutes celles et tous ceux qui refusent le retour de la droite et sont à la recherche d'autres solutions, mais d'être en état de répondre à leur attente. Pour cela nous développons une campagne électorale de terrain, une campagne en profondeur, conforme à la pratique politique que nous avons pris l'habitude d'adopter associant le plus grand nombre d'adhérents et d'amis de notre parti et valorisant leur intervention auprès de leur entourage. Une campagne qui se voit et qui s'entend, une campagne dynamique, de conquête, qui bouscule les idées reçues et en fait vivre de nouvelles.

Une telle campagne incitant à la multiplication de rencontres individuelles nous donne la possibilité d'aborder avec chacun, communiste, ami de notre parti, la question du financement de l'activité politique des communistes. Verser et faire verser à la souscription représente l'un des éléments des discussions que nous avons engagées et que nous allons démultiplier avec des milliers de gens dans notre département pour gagner au vote communiste le 21 mars.

La réussite de la souscription 93 comme le renforcement de l'audience électorale du P.C.F. passe par des initiatives audacieuses pour nos organisations, nos candidates et candidats, nos militants.

A chaque adhérent que nous rencontrons et auquel nous remettons sa carte 93 intégrons-le à l'activité communiste pour gagner au vote le 21 mars en lui faisant payer sa cotisation, en lui proposant de verser à la souscription, et en lui remettant une liste de souscription.

A chaque ami de notre parti que nous allons visiter proposons de soutenir financièrement l'activité qui permet de renforcer le vote communiste le 21 mars.

A chaque électeur que nous voulons gagner au vote communiste, faisons mesurer l'honnêteté des communistes et de leurs candidats en démontrant par l'appel à la souscription en quoi nous tranchons avec les campagnes tapageusement dépensières des autres partis.

Le pire des dangers pour les communistes serait de ne pas être conscients des potentiels, de manquer d'audace. Tout dans notre campagne le montre : plus nous en faisons preuve, plus les possibilités de gagner au vote communiste et de soutenir financièrement le P.C.F. se dégagent. Bien sûr cela demande beaucoup d'efforts aux communistes et à leurs amis. Mais ils les accomplissent parce que ces efforts peuvent être couronnés de succès. Votre contribution à ces efforts, amis lecteurs des « Nouvelles » peut être décisive.

Yann VINCE,
Trésorier fédéral du PCF



Aidez le PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

Je verse

à l'ordre de Gilles BONTEMPS - CCP 4400-47 W - NANTES
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

LE DIRECTEUR DE OUEST-FRANCE RÉPOND A GILLES BONTEMPS

Monsieur Le Secrétaire Fédéral,

J'ai bien reçu votre courrier du 26 janvier et vous en remercie.

Je regrette, comme vous, la polémique qui s'est développée entre vous et la JOC. J'ai noté que vous aviez apprécié que nous ayons reconnu notre erreur et que nous en ayons assumé la responsabilité.

Cet incident illustre la difficulté de l'information qui mobilise chaque jour l'énergie et l'attention de notre équipe rédactionnelle.

Recevez, Monsieur Le Secrétaire Fédéral, mes sincères salutations.

Jean-Claude MURGALE
Directeur Départemental

RÉPERTOIRE DES ANNONCEURS

L'un de nos annonceurs a été oublié lors de la parution du répertoire. Nous corrigeons cette erreur en lui demandant de bien vouloir nous excuser : André SAGOT.

Peinture, papier-peint, moquette,
isolation extérieure,

8, Impasse Georges SADOUL
44400 REZE - Tél 40.84.18.98

TERMINAL FRUITIER L'AVIS DE JEAN-LOUIS LE CORRE

Depuis quelques jours, la presse, les radios locales, la télévision régionale se font l'écho « d'un énorme projet » relatif à l'implantation d'un Terminal Fruitier à Saint-Nazaire.

En cette période électorale, nombreux sont ceux qui d'EVIN à GARNIER en passant par DENIGOT tentent de s'approprier les mérites pour une telle structure. Toutefois, curieusement, ils se montrent très discrets concernant l'enquête publique et les problèmes qui se poseraient en matière de stockage d'ammoniac et de transports routiers que cela implique.

Comme de très nombreux habitants de notre région, je me félicite que le Port Autonome Nantes Saint-Nazaire ait été retenu par les sociétés concernées.

L'importance du projet, 180 bateaux/an soit un tous les deux jours, le tonnage prévisible en réexpédition souligne tout l'intérêt en faveur de l'emploi dans une région nazairienne gravement sinistrée.

Initialement prévu sur la zone portuaire de MONTOIR, le terminal fruitier s'implanterait quai des Darses en bordure du Bassin de Penhoët.

L'idée n'est pas mauvaise en soi, elle permet d'espérer une réelle animation du Port de Saint-Nazaire, qui en a tant besoin après « l'annonce » de la fermeture de la criée.

Toutefois, si le site prévu est bien celui du Bassin de Penhoët, et l'enquête d'utilité publique semble le confirmer, de nombreuses questions demeurent sans réponse notamment en matière de sécurité des riverains et des usagers de la route.

En effet, la réfrigération, le stockage d'ammoniac, la « ronde » de 50 à 150 véhicules de gros transports (38 ou 42 tonnes) nous interpellent.

1) Le risque toxique ;

- Le stockage d'ammoniac sur le site situé à quelques 300 mètres des quartiers de Penhoët et du boulevard Emile Zola nous semble insuffisamment pris en compte dans le dossier d'enquête publique - les vents dominants étant d'Ouest-Sud-Ouest - il conviendrait que ces données soient mieux adaptées.

2) Le trafic auto-routier induit par la réexpédition pose avec acuité le problème de sécurité des usagers.

- l'accès au terminal par « la future voie » parallèle à la rue de la Ville Halluard (passage obligé Pont de la Matte et Gare SNCF)

- la sortie sur le boulevard Leferme en direction de Montoir risque d'aggraver la fréquence de véhicules lourds, soit :

- par le boulevard Emile Zola vers Bellevue et « l'échangeur » de Montoir.

- en direction des Chantiers de l'Atlantique puis le boulevard des Apprentis vers la Zone Portuaire.

Toute remontée de véhicules lourds du Boulevard Leferme, étant interdite, confirme bien ces deux itinéraires de dégagement.

- dans l'un et l'autre cas, la sécurité des usagers que ce soit boulevard Emile Zola Bellevue ou le Boulevard des Apprentis, il s'agit de voies routières, déjà à saturation et qui ont fait l'objet de nombreuses réclamations des riverains et des salariés des Chantiers de l'Atlantique et de l'Aérospatiale.

C'est pourquoi il m'apparaît que le site retenu n'est pas celui de la plus grande sérénité pour nos populations en sachant que la zone industrialo-portuaire de Montoir offre non seulement toutes les possibilités d'accès et de dégagement vers les voies rapides et que par ailleurs existe pour la réfrigération et possibilité d'utilisation des frigories du Terminal Méthanier (perdues depuis 1975).

En tout état de cause, si l'implantation devait se faire - Quai des Darses à Penhoët une étude approfondie devrait être réalisée et portée à la connaissance des populations concernées et des responsables syndicaux des Entreprises de Méan-Penhoët.

D'autre part, la présence sur le site des voies SNCF devrait inciter à développer plus largement la plateforme ferroviaire ce qui serait non seulement plus sécurisant mais conduirait à privilégier plus largement le service public et garante d'une meilleure sécurité.

Telles sont, les informations et réserves que je soumettrais à l'avis de mes Collègues du Conseil Municipal de TRIGNAC.

50^e ANNIVERSAIRE HOMMAGE AUX 42 RÉSISTANTS DU PROCÈS DE NANTES

Dimanche 21 Février une cérémonie s'est déroulée à REZÉ pour commémorer le cinquantième anniversaire des fusillés du procès des 42 qui eut lieu du 15 au 28 janvier 1943 à Nantes. Treize étaient de REZÉ. Cette cérémonie a été empreinte d'une très grande dignité et s'est déroulée toute la matinée. Commencée, et c'est tout un symbole dans la période actuelle, au square qui porte le nom de Jean MOULIN. Après une allocution du Maire, le cortège a traversé les rues de la ville pour aller se recueillir à Saint-Paul ; ensuite au cimetière et incliner les drapeaux sur les tombes des fusillés.

Puis les enfants des écoles participèrent à une fresque. L'assistance était nombreuse. On y remarquait les élus de la municipalité de REZÉ parmi lesquels de nombreux communistes, avec la présence de Yann VINCE, secrétaire de section.

Mais le plus émouvant, remarquée parmi les participants, alerte et fière, notre amie, notre camarade, Renée LOSQ qui, il y a quelque temps, recevait la légion d'honneur.

Emouvant aussi, les familles, enfants, petits-enfants ; les générations se succèdent, la mémoire demeure.

La fédération de Loire-Atlantique s'est bien sûr associée à cet hommage rendu.

Notons que toutes les rues de REZÉ portant le nom d'un fusillé avaient été fleuries à l'emplacement de la plaque.

Certains n'ont pas supporté de voir ainsi rendu cet hommage. Ils ont arraché les fleurs. Comme quoi « le ventre est toujours fécond d'où est sortie la bête immonde ».



« Les Nouvelles de Loire-Atlantique » des 21 Février et 7 Mars 1991, sous la signature de notre camarade Pierre Mahé, avaient rappelé cet épisode héroïque dans la France bafouée. Nous en reproduisons un extrait.

« Le 15 janvier 1943, s'ouvre, au Palais de Justice de Nantes, devant un tribunal militaire allemand, le procès de 42 d'entre eux, qui sont en réalité 46.

Qui sont-ils ? Il y a 41 français, en majorité des communistes et des sympathisants, membres des F.T.P. et quelques-uns qui n'ont pas de liaison avec la Résistance. Les 5 autres sont des Espagnols anciens combattants de l'armée républicaine. Le plus jeune, Rouault, a 17 ans ; le plus âgé, Adam, 57 ans. Au banc des accusés, il y a aussi deux femmes : Madame Losq et Madame Michel.

Que leur reproche-t-on ? L'acte d'accusation comporte 80 pages et mentionne 49 actes de terrorisme.

Tentative d'évasion

A lui seul, Hervé est crédité de 20 « attentats ». Hervé et deux autres F.T.P. sur le point d'être arrêtés font feu sur les

policiers, blessent grièvement l'un d'eux, Parent, inspecteur de la S.P.A.C., et s'enfuient. Hervé est arrêté le 29 août alors qu'il dirige en plein jour une expédition contre le bureau de poste de Lanester. Conduit à Nantes, il est présenté le 9 septembre au juge d'instruction Le Bras. Deux de ses camarades, Le Paih et Marc pénètrent en force dans le cabinet du juge, lui tendent un revolver. Hervé tire. Les autres aussi. Le Bras est mortellement blessé. Les trois F.T.P. disparaissent mais seront repris quelques jours plus tard.

L'action des patriotes

On reproche à Le Bris six attentats et une tentative de meurtre. A Lagathu, onze attentats dont deux tentatives de meurtre. A Perrocheau, dix-sept attentats dont deux tentatives de meurtre contre les inspecteurs de la S.P.A.C. : Vaillant et Parent, A Le Paih, sa complicité dans le meurtre du juge Le Bras. A Rouault, une tentative de

meurtre contre un soldat de la L.V.F. etc.

Ils sont accusés du sabotage de six entreprises ; d'attaques contre neuf cantonnements allemands et de six installations militaires de l'armée allemande ; de treize destructions de voies ferrées ; de coupures de câbles électriques et téléphoniques ; de destructions d'un camion allemand à la Civelière, du pont roulant des Batignolles, d'un pylône électrique à la Haie-Fouassière ; de tentatives d'incendies de la gare Drouin et du bureau du groupe « collaboration » ; du dynamitage de la permanence du P.P.F. rue Franklin ; d'attentats à la bombe contre l'Hôtel de la Duchesse Anne où résidaient des soldats allemands, contre un mess d'officiers de l'avenue de l'Eperonnière, contre un bureau allemand rue de Casterneau ; du cambriolage à main armée de la Mairie de Saint-Sébastien pour récupérer des tickets d'alimentation pour les F.T.P. etc. ».

DANS LA 8^e CIRCONSCRIPTION LES CANDIDATS COMMUNISTES EN CAMPAGNE

Jean-Louis LE CORRE et Gérard RASTEL ont ouvert la campagne électorale par une conférence de presse. On se réjouit toujours de la maîtrise de Jean-Louis sur toutes les questions qui touchent aux problèmes régionaux.

Dans la 8^e circonscription le choix ne se résume pas entre Claude Evin qui a dévoyé les acquis de 81, et Etienne Garnier dont nous savons, ici, comme au Département et dans la Région, qu'il soutient la politique de casse en dépit de ses déclarations sur la Construction navale.

Quelques éléments encore : il est inadmissible que d'année en année des milliers de postes dans l'Education Nationale, sont pourvus dans l'Académie de Nantes par des Contrats Emploi Solidarité...

235 milliards de francs sont pris au budget de l'Etat en 92 pour accompagner les suppressions d'emplois. A ce propos mon ami Marc JUSTY, Président de l'ADECRA, Maire de Saint-Joachim, vient de s'adresser au Préfet de Région pour imposer la mise en place de la commission départementale de contrôle des fonds publics versés aux entreprises dans notre département.

Il faut imposer l'application partout dans les branches d'activité et services publics, les départs anticipés pour les personnels âgés de 55 ans.

Une telle mesure sur le bassin d'emploi de la région nazairienne permettrait de libérer et d'embaucher environ 2000 personnes.

C'est avec force qu'il faut dire NON aux licenciements.

Les députés communistes ont fait adopter une nouvelle loi modifiant le code du travail : pas de licenciement sans reclassement des salariés concernés.

Selon un rapport officiel : réduire de 1 % la durée du temps de travail sans réduction de salaire permettrait de créer 500 000 emplois.

Quant au partage du travail. L'idée est avancée de toute part. Elle est généreuse et semble de bon sens. C'est pourtant une tromperie ! Pourquoi ? Depuis 10 ans, le « partage du travail » existe, avec la multiplication des emplois précaires, à temps partiel, des bas salaires, des licenciements de salariés de plus de 50 ans.

Dans le domaine de l'environnement, Verts et Génération Ecologie, affirment la « modernité » de leurs propositions, la pureté de leurs intentions.

Dans « OUEST-FRANCE » du 9 février, LALONDE annonce qu'il est pour la suppression des départements. Le président de Génération Ecologie, estime qu'il y a trop de niveaux de représentation de l'Etat en France ; il veut ainsi éloigner encore plus les centres de décisions de la population et des électeurs. Il se prononce, comme Evin, comme la droite, pour une augmentation de la Contribution Sociale Généralisée (CGS) fondée sur les revenus, avec une baisse des charges sur les salaires.

Le candidat de Génération Ecologie à Saint-Nazaire se réclame de l'écologie mais n'est-il pas membre du Conseil d'Administration du Port Autonome depuis plusieurs années, au sein duquel il a laissé faire sans réagir un aménagement de l'estuaire qui ne concilie pas écologie et développement, met en cause les équilibres biologiques indispensables.

Les candidats communistes annoncent cartes sur table. On ne les retrouvera jamais avec la droite. Ils ne cautionneront pas la politique actuelle qui sert celle-ci.

Par ailleurs, Jean-Louis a développé très largement des questions sur lesquelles nous reviendrons en ce qui concerne la Navale et la nécessité de construire des pétroliers écologiques, la défense de l'aéronautique sa conception de l'aménagement de la Loire, de la protection des 40 000 ha de zone humide, et encore cette idée, très forte chez lui, que la dépense de l'écologie commence à l'entreprise, dans la fabrication des produits, dans la défense des qualités de vie, au fond, l'écologie ne s'arrête pas à la porte des entreprises.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ASSEMBLÉE DES VÉTÉRANS

MARDI 9 MARS

à 11 heures

SUIVI D'UN REPAS FRATERNEL

AU SIÈGE DE LA FÉDÉRATION

LE LOGEMENT A NANTES PARMIS LES PR

CLAUDE CONSTANT MAIRE-ADJOINT, AU NOM DES ÉLUS COMMUNISTES, FAIT LE POINT

LA GRAVITÉ DE LA SITUATION

La situation du logement, celle du logement social en particulier, n'a jamais été aussi catastrophique.

Les loyers et les charges ont augmenté entre 1979 et 1989 de + 34,5 % hors inflation. Une explosion qui poursuivie dans les dernières années (1990 : + 6,2 % - 1991 : + 7 %).

Des augmentations qui sont mal vécues par les locataires ou carrément jugées abusives comme les 10 % à la Bottière.

Cette augmentation des quittances est encore aggravée dans beaucoup de quartiers de notre ville par la réhabilitation : « les réhabilitations au goût amer » commentait Presse Océan le 21 janvier au sujet des habitants des ensembles Bois Hercé, de la Croix Bonneau, et des Sables d'Olonne, qui déplorent que ces logements datant de plus de 20 ans, aient été délaissés en entretien courant par l'OPHLM de Nantes. Car moins l'entretien est effectué, plus la note réhabilitation se trouve élevée et se répercute sur les nouveaux loyers.



Les remboursements d'emprunts pour les accédants ont, dans la même période, augmenté de 42,6 %

Résultat : la part que les familles consacrent à leur budget logement est passé au 1^{er} rang de leurs dépenses loin devant les dépenses alimentaires. La part logement absorbe en moyenne 30 % du budget familial.

L'explosion de la spéculation immobilière au cours de la dernière décennie, a engendré une flambée des loyers et du foncier.

L'asphyxie grandissante des OPHLM met en cause leur capacité à réaliser leur vocation sociale dans la gestion du patrimoine existant comme dans la construction sociale.

De nombreux demandeurs de logements ne peuvent faire face à un loyer dans le privé, ni même à la lourdeur des loyers des constructions sociales récentes du fait du désengagement de l'Etat.

A Nantes la liste des demandeurs de logements s'allonge. Pour le seul Office Public HLM de Nantes, il y a près de 4000 demandes qui sont aujourd'hui sans réponse. « Nantes Habitat frise la rupture » titrait un des journaux locaux ces derniers jours. 2 raisons essentielles à cette situation :

- le manque de logements vacants avec des taux de rotation qui sont passés à Nantes de 12 % en 89 à 9 % en 1992 pour l'OPHLM. A cela une raison primordiale : l'accession sociale à la propriété qui s'est effondrée. En 5 ans le nombre de logements réservés à l'accession aidée a chuté de 40 % sur la ville de Nantes. Les ménages fragilisés du fait de la précarité de l'emploi, des taux d'intérêts élevés et d'un recul de l'APL, préfèrent rester locataires de Nantes Habitat.

les organismes HLM n'ont pas assez construit ces dernières années.

Alors que les besoins locatifs sociaux pour la région sont évalués à 4300 logements de plus par an par la direction régionale de l'Equipement, seuls les 2/3 sont réalisés.

A Nantes, il y a certes quelques réalisations comme à Saint Joseph, à Broussais, ou à la Carterie, mais compensent-elles seulement les désaffections voire les destructions de logements sociaux comme les 138 logements des Dervallières, les 2 tours du Bout des Landes, les 3 cages d'escalier rue de l'Adour et les immeubles de la rue des Renards ?

A ce constat assez dramatique, Nantes Habitat oppose une issue de secours : « c'est le District qui doit prendre le relais ».

Nous sommes effectivement favorables à la construction de nouveaux logements sur l'ensemble de l'agglomération et à ce que l'ensemble des sociétés HLM contribuent à loger les familles en difficultés mais nous ne pouvons pas nous satisfaire pour autant du ralentissement de la construction sur Nantes.

Notre ville connaît également un nombre important de Sans Domicile Fixe, chassés de leur logement, incapables de reprendre pied tant qu'ils n'auront pas un emploi.

Les foyers d'accueil se multiplient, les fausses solutions aussi...

- le rythme de la construction sociale aidée par l'Etat s'est effondré.

L'Etat consacre une part moindre du produit national au logement social, 2,2 % en 1983 et selon les projections 1,55 % en 1995.

Dans les années 80-86, la part du secteur aidé par l'Etat représentait environ la moitié du total des constructions réalisées en 1 année - Seulement 27 % en 1990.

Cette année le crédit d'aides à la construction neuve PLA permettra 90.000 mises en chantier, 10.000 de plus que prévu grâce aux interventions des parlementaires communistes, mais le chiffre reste en deça des besoins réels.

Dans le même temps on relève :

- baisse des crédits d'aide à l'accession sociale à la propriété (PAP) et de ceux alloués pour les réhabilitations.

Cette situation grave s'exprime aussi dans la dégradation du climat des cités, l'insécurité, la drogue.

En ce qui concerne le contrat passé par Nantes avec l'Etat, nous sommes partisans de pilotage et d'une police de proximité. Mais nous dénonçons le nouveau transfert de responsabilité qu'il institue et l'extension des contrats emploi solidarité dans un domaine qui exige justement du professionnalisme et de l'expérience.

D'autre part, pour ce qui est spécialement du quartier de Bellevue, nous sommes tout à fait opposés au déconventionnement de l'APNO.

Cet organisme réalise un vrai travail de prévention absolument indispensable dans un quartier où le taux de chômage atteint 36 %, où la pauvreté gagne chaque jour du terrain, où les jeunes sont dans la grande majorité des exclus, où de graves problèmes sociaux se produisent.

La seule réponse apportée par le Conseil Général est de couper les vivres, ce qui implique la suppression des travailleurs sociaux qui sont au contact avec la population et appréciés en tant que tels.

L'APNO doit rester sur Bellevue et nous nous félicitons de la solidarité qui se manifeste autour de cet organisme. Par ailleurs nous tenons à souligner la démagogie de ceux qui crient au scandale et qui, dans le même temps, votent des lois qui conduisent à la casse des entreprises et au mal vivre des populations. Ainsi Bernard Tapie, le milliardaire, qui vient nous donner des leçons à Nantes alors que dans ses propres entreprises il n'a pas hésité à supprimer des centaines d'emplois ; quelle crédibilité lui accorder ?



surenchère dans les cadeaux fiscaux

Exemple pour ceux qui achètent un logement pour le louer, le gouvernement double la mise de la fameuse mesure Quilès-Méhaignerie, en multipliant par 2 la déduction fiscale pouvant aller jusqu'à 120.000 F dès l'instant que le propriétaire le loue au loyer locatif intermédiaire, c'est-à-dire au moins 3500 F pour un F3 à Nantes. Le gouvernement pense ainsi favoriser la construction de quelque 2000 à 5000 logements en plus. Qui pourra s'offrir un tel loyer ?

De même cette mesure soi-disant pour lutter contre le scandale des logements vacants.

On compte actuellement 2 millions de logements vides en France, plus de 10.000 recensés à Nantes en 1990. Sur ces 10.000 logements vides 60 % sont en très bon état ou neufs, pour la plupart, construits par des organismes financiers qui font des superprofits dans la spéculation et ne s'embarrassent pas de locataires. Le gouvernement veut les allécher

avec 2 ans d'exonération de taxe sur les revenus fonciers pour qu'enfin ils louent.

La chute de la construction.

Pour la première fois en 1992, la barre des 300.000 ouvertures de chantiers ne sera pas atteinte. Cette donnée à elle seule souligne la gravité de la crise alors que les besoins, selon les estimations nécessiteraient la création d'au moins 375.000 logements neufs par an.

Certains professionnels affirment même que nous n'atteindrons cette année que 240.000 logements, chiffre que notre pays n'avait pas connu depuis 1953. Avec tout ce que cela implique en perte d'emplois dans le bâtiment : moins 200 000 emplois en 1992 et on parle de moins 50 000 emplois en 1993.

C'est le logement à plusieurs vitesses qui avance à grands pas.

Tout un arsenal de lois ont été élaborées dans ce sens : c'est par-

Les élus communistes de Nantes sont quotidiennement au cœur de ces questions du logement, avec les gens. Pas une permanence d'élus, pas une visite de quartier, pas une rencontre où ne reviennent avec force ces problèmes avec tout leur cortège de mécontentements, de colère, d'incompréhension.

OCCUPATIONS MAJEURES DES NANTAIS



ticulièrement le cas de la loi Besson, la loi d'orientation pour la ville en étroite liaison avec la loi Joxe-Marchand.

Elles concourent toutes à structurer profondément la ville, le logement et l'action des collectivités.

C'est une logique pleinement en concordance avec les objectifs développés dans le traité de Maastricht, qui soulèvent une très grande inquiétude maintenant chez plus de la moitié des Français.

Qu'advient-il, en effet, des

- Des loyers qui n'augmentent plus et qui soient même moins chers, c'est possible.

En effet, actuellement 25 % de la quittance de loyer ne va pas à l'organisme propriétaire mais part directement dans les caisses de l'Etat en taxes diverses et en impôts.

L'équivalent sur une année de 3 quittances sur 12.

Nous proposons de supprimer toutes ces taxes qui pèsent indûment sur la quittance.

crédits d'Etat affectés au logement alors que la Banque Centrale Européenne commence à mener

une guerre bientôt sans merci pour la diminution des dépenses publiques d'ordre social ?



LES COMMUNISTES PROPOSENT

- **Aider les accédants à la propriété à pouvoir faire face à leurs remboursements**

C'est sur la lourdeur des taux que l'Etat doit intervenir en imposant aux organismes financiers une renégociation d'ensemble des emprunts au plus près de l'inflation actuelle.

- **Réaliser des réhabilitations répondant vraiment à l'attente des locataires et qui se fassent sans hausse de loyers**

Là encore, comme pour les constructions, l'Etat n'aide pas suffisamment. Il fait même par le biais de la TVA du bénéfice sur les réhabilitations.

Il faut imposer à l'Etat une subvention autrement conséquente, gagner d'autres subventions, gagner les « trésors de guerre » des sociétés anonymes et autres organismes permettant de financer les travaux. Il y a de quoi changer du tout au tout l'équation de départ : réhabilitation = hausse de loyers.

- **Construire des logements sociaux en grands nombre**

C'est le seul moyen de répondre à la demande de logement et de résoudre la crise sans précédent du bâtiment.

Il faut aussi modifier radicalement les conditions de financement car aujourd'hui l'Etat parvient à faire du bénéfice sur le logement social : entre la subvention qu'il accorde souvent à environ 10 % du coût total de la construction et la TVA qu'il récupère à la finale à 18,6 % sur l'ensemble de l'opération, c'est tout bénéfice.

D'une part l'Etat doit rembourser les organismes HLM de la TVA comme nous l'avons gagné sur l'investissement pour les collectivités locales.

D'autre part, il faut revenir d'urgence à une véritable aide à la pierre à 40 % du coût total de la construction et à des emprunts à très faible taux et à longue durée de remboursement, comme cela se pratiquait dans les années 60.

- **Rétablir rapidement la contribution des entreprises pour le logement à**

1 %, ce qui implique la levée à toutes les ponctions d'Etat qui détournent le 1 % de sa vocation initiale et le réduisent à 0,45 %, puis le faire évoluer à 2 % avec un contrôle démocratique par les salariés de l'usage de ces fonds afin qu'ils répondent vraiment à leurs besoins.

- **Les jeunes ont des besoins spécifiques qui doivent être pris en compte**

et qui ont été consignés dans le projet de loi pour la jeunesse déposée devant l'Assemblée Nationale par les députés communistes.

PIERRE LE BERCHE DÉFENSEUR DES MARAIS SALANTS

« Dans notre Commune, nous dit-il, il existe une usine - CODISEL appartenant aux SALINS DU MIDI. Cette compagnie conditionne, et commercialise en grande partie, le sel de GUÉRANDE (Communes du Bassin : Batz-sur-Mer, Guérande, la Turballe, Saint-Molf). Ce sel est naturellement iodé et très riche en oligo-éléments.

Malheureusement, la Compagnie des SALINS DU MIDI ne fait pas l'effort nécessaire pour vendre notre sel - qui ne représente que 1 à 2 % de sa production -

Il y a actuellement environ 35 à 40 000 Tonnes de sel sur le Marais. A cause des ventes insuffisantes, des paludiers attendent encore la « paie » de leur sel de 1990.

Si cette situation n'est pas prise en compte en urgence, on ne pourra bientôt plus parler des Paludiers de GUÉRANDE et des Marais Salants... malgré l'annonce en 1991 par M. LALONDE du Classement Grand Site, et par Madame ROYAL fin 1992 du Label de Paysage pour nos Marais... ».

IL DEMANDE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DES MESURES POUR SOUTENIR LES PROFESSIONNELS DU SEL



Monsieur le Président,

Je vous serais très obligé de bien vouloir prendre en compte la demande suivante :

La Région des Pays de la Loire ayant compétence pour promouvoir et soutenir l'activité économique doit mettre en place un système de prêts à court terme aux paludiers pour maintenir l'activité salicole sur les bassins de Guérande et du Mès.

Etant membre du Comité de Pilotage pour l'opération « Grand Site », que vous présidez, je suis au fait de ce qui se met en place pour le financement des travaux collectifs de remise en état de salines et du réseau hydraulique grâce aux Fonds « Actions Communautaires pour la Nature » - ACNAT -, et peut-être FEDER. Je pense toutefois que cela ne peut suffire.

En effet, la profession, dans son ensemble, est fragilisée par l'absence d'un fonds de roulement permettant d'attendre les « rentrées » des années de productions antérieures (il y a actuellement au moins quatre années de stock sur le marais en terme de potentiel de vente annuelle). Si la « déprise » de ces dernières années se poursuit encore deux ans, le seuil de non retour sera atteint...

Dans cette situation, tout ce qui se fait actuellement pour le marais - y compris cette opération Grand Site National s'avèrerait parfaitement inutile... Le potentiel économique de notre Presqu'île en pren-

drait un rude coup, et pas seulement à cause des professions concernées... Consultons, à cet égard, tous nos dépliants touristiques.

En tant que Maire d'une des Communes très concernées, j'ai fait une demande identique à Monsieur le Ministre de l'Environnement en Décembre 1991, mais je n'ai pas eu de réponse.

Je crois savoir que la Région a déjà mis en place un tel système de prêts-relais pour les pêcheurs et aquaculteurs s'installant, et que les retombées ont été positives pour l'emploi, et l'économie en général. Cette opération ne serait donc pas une nouveauté pour la Région des Pays de la Loire.

Selon mes informations, la « ligne de trésorerie » gagée sur le stock - à mettre en place, pour un remboursement au bout de deux ou trois années - devrait être d'environ 3,5 à 4,5 Millions de Francs. Les remboursements permettraient évidemment d'alimenter le fonds.

La profession pourrait, très certainement, être concernée pour gérer ce Fonds, avec la Commission concernée du Conseil Régional.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pierre LE BERCHE

UN AIR DE SCANDALE AU SECRETARIAT DES HANDICAPÉS ?

Un ami lecteur s'indigne des révélations faites par la presse, à la fin de l'année dernière, à propos de l'examen approfondi de l'inspection des finances sur la comptabilité du secrétariat aux handicapés.

Des sommes importantes auraient été détournées de leurs destinations.

Notre ami, qui est myopathe, a écrit au député de sa circonscription, Lucien Richard, et à André Lajoinie pour leur dire sa révolte alors que de nombreux handicapés sont dans le besoin.

Il vient de nous faire connaître sa satisfaction de la réponse qui vient de lui rendre André Lajoinie et il nous demande de bien vouloir faire savoir à nos lecteurs qu'il est à la disposition de tous ceux qui souhaitent un contact ou une information. S'adresser à Mariano MARNIER, 20 rue du Château, 44640 Le Pellerin.

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE •
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76

Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

SARL POMPES FUNEBRES ATLANTIQUE

Patrick LE ROGNON

24 H sur 24 - 7 jours sur 7

40.01.86.88

- Organisation complète d'obsèques
- Démarches évitées aux familles
- Possibilité d'accès à la chambre funéraire
- Soins de conservation
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Contrat obsèques
- Tiers payant Mutualiste conventionné par Loire-Atlantique Mutualité

ST-NAZAIRE

5, Place F. Blancho

40.01.86.88

GUERANDE

16, rue du Pavé de Beaulieu

40.62.03.36

TRIGNAC

Amarilys

40.01.86.88

LA BAULE

Av. des Ibis
Av. des Pétrels

40.11.07.84

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Jean-Paul MAGNON

secrétaire du Comité Central

le JEUDI 11 MARS

participera à des initiatives aux Chantiers de l'Atlantique, à l'Aérospatiale de St-Nazaire, en fin d'après-midi à Nantes et le soir à Rezé

LOIRE-ATLANTIQUE ESPACE D'ESPOIRS ?

FEMMES DE ST-HERBLAIN (FIN)

- Ah ! Les étapes de notre émancipation, à nous autres femmes. Ma grand'mère à moi avait les idées larges ; quand j'ai eu seize ans elle m'a acheté une chemise de nuit en soie noire « pour quand tu seras heureuse ».

Sa première fille, ma tante donc, au même âge avait fugué huit jours et huit nuits en forêt du Gavre avec deux conjureurs qui le soir, allumaient des bougies, comme autour d'un catafalque.

- Mais avons-nous progressé depuis ce temps-là ? Les humiliées, les « jetées », ça existe encore. Une voisine qui est mariée à un alcoolique en décrépitude physique m'a dit qu'elle renonce à divorcer « je l'ai supporté jusque-là et ce n'est pas au moment où je peux espérer une pension de reversion que je vais partir ». Les filles, vous rendez-vous compte de cette aliénation, en 1993 ?

- Moi je me suis mariée avec l'homme que j'aimais, c'est lui qui m'a émancipée de mes parents bigots et jamais je ne suis demeurée à tricoter quand il voulait sortir, et je l'accompagnais le plus souvent possible. Cela dit, l'émancipation pour une femme est un combat toujours à reprendre. Mais en famille comme en politique, par le débat on peut dépasser les problèmes et se retrouver mieux dans ses baskets après avoir parlé. Par exemple, si je rencontre mon patron le dimanche dans le coin naturiste de la plage, je ne veux pas que le lendemain il se croie permise la moindre allusion...

- Mais ne tapons pas sur nos hommes ; comme nous ils ont des soucis professionnels, comme nous ils ont leurs chagrins. Quand ils se battent pour les salaires, leurs victoires sont les nôtres. Même à la cinquantaine, ils peuvent être romantiques à leur façon, parler de nous à leur copains d'atelier ou de bureau en disant « ma blonde » au lieu de « mon ministre des finances ». Pendant leurs heures de loisir, ils peuvent murmurer « bichette » ou « minette » au milieu de leurs maquettes dans leur petit atelier de bricoleur.

- Ou bien le chômage leur fait la tête triste quand ils sont réduits à se promener, derrière leur caniche ; regarde certains préretraités encore en pleine force compter les dalles de bordures des trottoirs. Oh !, plus rigolo, mon facteur quelquefois me baise cérémonieusement la main en me disant « ah vos mains, notre faiblesse ! ». Et Philippe est jaloux comme un clébard.

- Mais si on est employée de commerce, on ne se laisse plus tirer sur le ruban de notre tablier, comme nos mères. Tout au plus, avec les casinos qui se développent sur la côte, ou pour le tiercé, on peut devenir soi-disant porte-chance de quelques-uns, mais en tout bien tout honneur.

- Les filles croyez-moi, on peut être plus et mieux que mascotte. Dulcie September, une militante antiraciste et communiste d'Afrique du Sud, avant d'être assassinée était venue en Loire-Atlantique nous expliquer son combat. Même sans héroïne, rien que dans l'agglomération nantaise, disons que le travail a récemment libéré pas mal de femmes : as-tu compté combien ? Le travail leur a donné une autre conscience et a même rendu les conversations moins nunuches.

- Le travail, et les stages qui font faire des connaissances utiles pour y voir plus clair dans la vie et se réaliser. Moi j'avais divorcé après avoir eu mes deux gosses. Quand j'ai trouvé un emploi j'ai pu enfin prendre le bus toute seule car je venais de la campagne et mon mari jusque-là ne m'avait jamais appris à connaître la ville. Si un homme n'est pas assez mûr et ne se rend pas compte des responsabilités qui pèsent sur notre dos, alors on prend des risques. Si on se trompe, on ne recommence pas, c'est tout. Je dis toujours : employée, pas ployer.

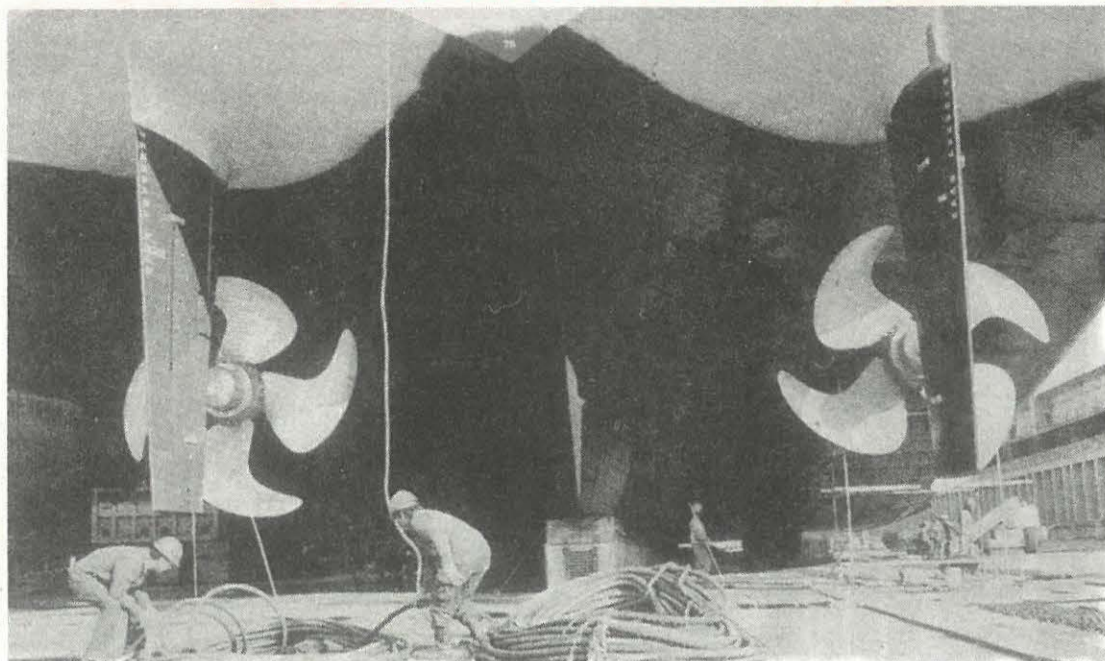
- Je suis pas trop d'accord avec tes « risques ». Je me suis mise à militer communiste, j'ai voté pour la première fois à trente-deux ans. Je vis avec quelqu'un, et je n'ai pas l'impression de perdre ma liberté, personne ne me dit ce que je dois faire, sauf sur le ton du conseil. Et puis enfin, l'amour dans la durée, ça compte ! Dans cette vie, devant les difficultés de la société « libérale », eh bien, un compagnon qui est aussi un camarade vous aide moralement comme personne d'autre ne peut le faire. A Saint-Herblain aussi bien qu'ailleurs, se sentir le point d'attention suprême, passez-moi le mot, d'un seul être humain, face à toute l'indifférence que le gouvernement a pour nous, c'est irremplaçable.

- Tu as raison Joëlle, une attention suprême, intime, et pas les histoires exhibées à leur honteuse télé.

- Ni les bêtises des stages de macramé, des réunions de Saint-Trucmuche accueil, des « anneaux de lecture » sur des romans débiles.

- Tout le monde ne marche pas du même pas, les filles. Tiens, pendant que nous parlons, le soleil se couche sur la Chicotière, et la rue de l'Ardèche est sans doute déjà dans l'ombre. Apprétons-nous à accueillir notre amie et à lui faire reprendre goût à la vie, définitivement j'espère.

A PROPOS DES COMMANDES DANS LA NAVALE



Dans la campagne électorale pour les législatives dans la 8^e circonscription, la navale est à nouveau au cœur du débat politique.

Le personnel du Chantier se bat :

- pour les commandes
- pour la poursuite de la préretraite
- pour l'embauche de jeunes.

Il a raison, il en va de l'avenir de l'entreprise et cela rejoint l'action que les Communistes mènent pour la Navale depuis de nombreuses années.

• **Les commandes :** c'est nécessaire puisque voilà plus de deux ans qu'il n'y en a pas eu aux Chantiers.

• **La préretraite :** c'est nécessaire pour répondre aux aspirations et favoriser l'embauche des jeunes.

• **L'embauche des jeunes :** c'est nécessaire pour la pérennité de l'entreprise. Pour assurer l'avenir.

A portée de la main

La lutte amène des résultats puisque, aujourd'hui, il est question d'une commande de 2 paquebots plus une option pour un troisième navire. Au total quelque 9 millions d'heures de travail directes pour les Chantiers, autant en amont et en aval chez les fournisseurs et les sous-traitants et d'autres encore pour les heures indirectes dans les services, le tertiaire, etc... C'est très important. Mais au moment où notre journal est composé le gouvernement tergiverse et la décision est retardée. L'exigence de cette commande doit monter plus fortement.

Attention aux « récupérations »

L'essentiel est bien d'arracher ces commandes, mais on voit bien aujourd'hui les « récupérateurs » s'avancer sans masque.

A quelques semaines des législatives tous ceux qui hier voulaient en finir avec la Navale voudraient bien s'en attribuer les mérites.

- Garnier qui dans une précédente campagne électorale vou-

lait faire autre chose que des navires à Saint-Nazaire.

- Evin qui trouvait que la Navale coûtait trop chère.

Mais aujourd'hui c'est à qui veut annoncer cette commande le premier.

Attention à ne pas se laisser abuser. Il y a les vrais défenseurs de la Navale et il y a les autres qui se manifestent juste la veille des élections pour récupérer des voix.

Il faut faire une autre politique pour la navale

Près de 500 personnes sont frappées actuellement par le chômage partiel. Le dernier grand chantier français a été plus de deux ans sans commande et pourtant pendant cette période le carnet mondial a progressé.

Pourquoi cette situation ?

Nous avons cette situation parce qu'il n'y a pas de volonté politique réelle d'avoir une construction navale en France de la part du Gouvernement.

Parce que la stratégie d'Alstom de se placer uniquement sur les navires sophistiqués est mauvaise. Il faut savoir que ce créneau ne représente en effet que 10 % du marché mondial.

Les Chantiers pour assurer durablement l'avenir doivent pouvoir se placer sur tous les types de navires.

Un exemple

Les pétroliers représentent actuellement près de 50 % des commandes mondiales.

D'autre part, les Chantiers de l'Atlantique participent avec 4 autres chantiers européens à un G.I.E. (Groupement d'Intérêt Economique) pour des recherches sur la mise au point de pétroliers écologiques. C'est intéressant, mais dans le même temps, la stratégie de l'Entreprise ne prévoit pas de construire de pétroliers laissant ainsi la place aux partenaires et concurrents. C'est anormal.

Les différentes catastrophes, de l'Amoco Cadiz à celle de l'Alaska, ou dernièrement au large de l'Ecosse montrent qu'il est URGENT, nécessaire, impératif de construire ce type de pétrolier dit écologique.

Il faut que les Chantiers de l'Atlantique se placent non seulement sur les recherches en ce domaine mais aussi sur la construction effective. Les besoins sont très importants.

A vos côtés

La Navale est bien un atout majeur pour la région et pour le pays.

Depuis des années et des années le Parti communiste lutte et fait des propositions pour cette industrie. C'est à Saint-Nazaire que Georges MARCHAIS en novembre 1977 est venu proposer la politique du Parti pour le secteur maritime.

Aujourd'hui encore le Parti, ses candidats aux législatives sont aux côtés des travailleurs :

- Pour des commandes
- Pour une véritable politique maritime et navale
- Pour vos revendications.

Moteurs finlandais

Alors que les pourparlers sur les paquebots aux chantiers de l'Atlantique se poursuivent, on veut que leurs moteurs seront, eux, fabriqués par le chantier finlandais « Wartsila ».

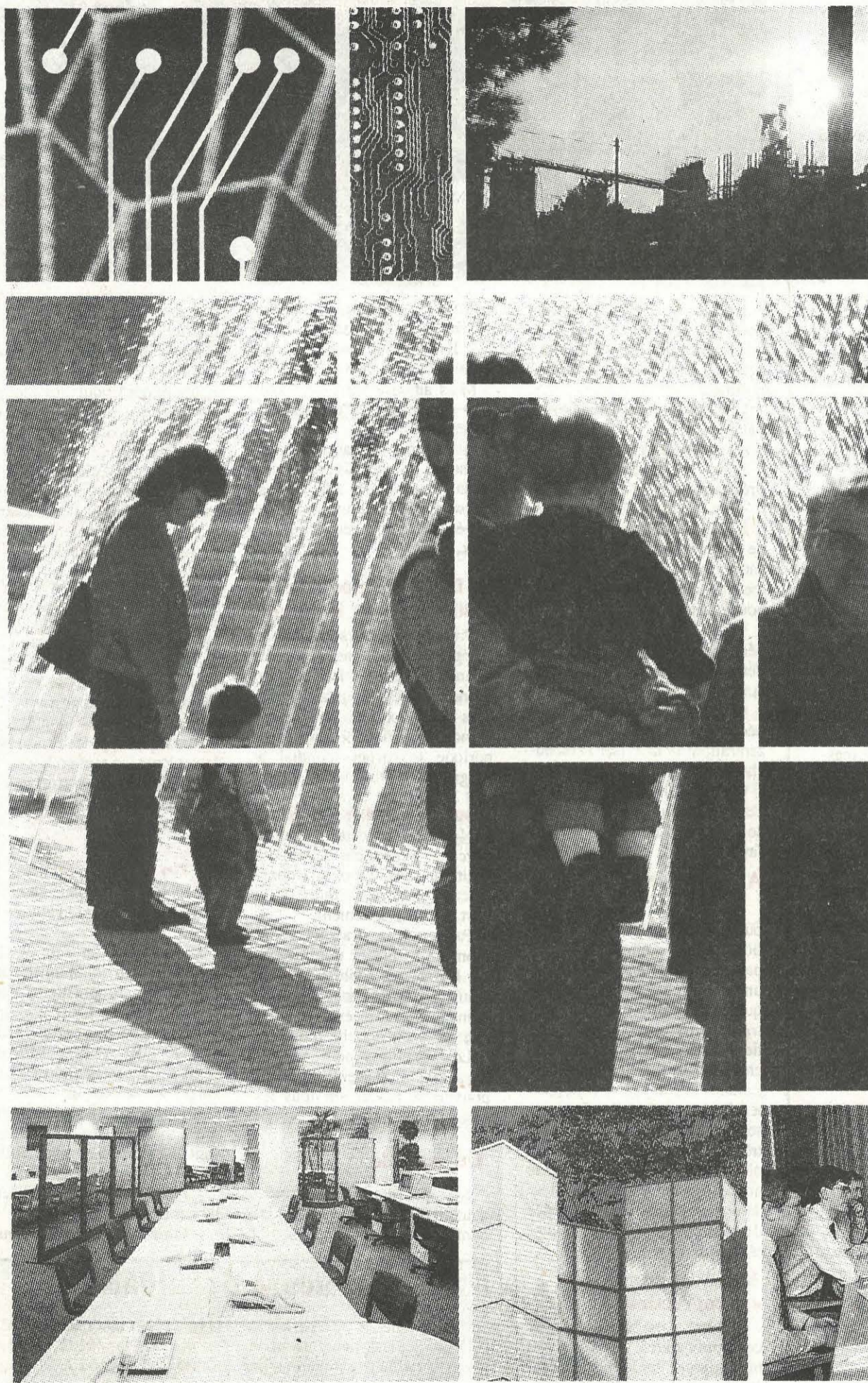
L'armateur souhaitait des moteurs Pielstick mais plus puissants que ceux que l'entreprise nazairienne avait livré pour les précédents paquebots.

Mais la société SEMT Pielstick qui ne fait plus d'efforts dans l'étude de nouveaux prototypes n'a pas pu répondre à cette demande.

Sans commentaire !

— Parce que la vie collective suscite

sans cesse des besoins nouveaux.



Tous les secteurs de la vie collective sont en mutation. Les évolutions sociologiques et l'apparition constante de nouvelles données technologiques qui les accompagnent conduisent les collectivités à formuler des choix stratégiques et à évaluer leurs nouveaux besoins.

Pour répondre à ces enjeux, le Groupe GIFCO met à la disposition des collectivités ses compétences et ses moyens.

Présent au cœur de toutes les régions, le Groupe GIFCO répond aux besoins des collectivités.

DES RÉPONSES POUR LES COLLECTIVITÉS

 **groupe gifco**